



ARRÊTÉ N° M\_AR2406\_315

Réglémentant la circulation et le stationnement  
avenue Georges Clemenceau

## SERVICES TECHNIQUES

Monsieur Yannick LE COQ, Adjoint au Maire de la Commune de MONTIVILLIERS,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 2213,

VU le Code de la route,

VU l'Arrêté Municipal du 23 janvier 2017, modifié et complété, réglémentant à titre permanent la circulation et le stationnement sur le territoire de la Ville de Montivilliers,

### CONSIDÉRANT

- la demande formulée le 28 mai 2024 par la société NGE INFRANET - Ivry, agissant pour le compte d'Orange,
- permission de voirie n° 24-5114 accordée le 28 mai 2024,
- la nécessité de permettre le bon déroulement des travaux tout en préservant la sécurité générale.

### ARRÊTE

**Article 1 :** Afin de permettre à la société NGE INFRANET de procéder au déploiement de la fibre optique, avenue Georges Clemenceau, du n° 134 au n°140 de cette rue, la largeur circulaire sur chaussée fera l'objet d'un rétrécissement et le stationnement sera interdit au droit de la zone d'intervention le temps des travaux, **à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024 jusqu'au 9 août 2024.**

Selon l'avancement et les besoins, la circulation pourra être alternée manuellement ou à l'aide de feux tricolores situés en amont et en aval de la zone d'intervention.

**Article 2 :** Toutes précautions devront être prises par la société NGE INFRANET pour assurer la sécurité des piétons.

**Article 3 :** Le stationnement sera interdit au droit de la zone d'intervention.

Les véhicules qui seront considérés en stationnement gênant ou très gênant selon les cas pourront être mis en fourrière par les services de police à charge des contrevenants, en application des articles R 417-10, II 10° et R 417-11 du code de la route et il convient de mettre en place des panneaux de signalisation réglementaire, avant l'application des restrictions de stationnement.

**Article 4 :** La société NGE INFRANET, chargée des travaux assurera, sous leur propre responsabilité, la mise en place et la surveillance de la signalisation réglementaire et appropriée concernant le chantier.

**Article 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6 :** La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Notifié à l'intéressé
- Publié au recueil des actes administratifs
- Transmis au contrôle de légalité
- Ampliation adressée au Comptable de la collectivité

A Montivilliers,

Pour Le Maire et par délégation

**Monsieur Yannick LE COQ**

Adjoint en charge du cadre de vie et des espaces  
publics

